

Distr.
GÉNÉRALE

CES/AC.68/2002/20
13 février 2002

FRANÇAIS
Original: RUSSE

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'EUROPE**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS**

**OFFICE STATISTIQUE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

**ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUES (OCDE)**

**Réunion commune CEE/EUROSTAT/ OCDE
sur les comptes nationaux
(Genève, 24-26 avril 2002)**

**MÉTHODES D'ÉVALUATION DE L'ÉCONOMIE PARALLÈLE
ET INFORMELLE DANS LA COMPTABILITÉ NATIONALE
DE CERTAINS PAYS DE LA CEI**

Document établi par le secrétariat de la CEE

Introduction

1. Parmi les problèmes liés à l'application du SCN 1993, une grande attention est accordée à l'évaluation de l'activité économique souterraine et informelle dans les comptes nationaux. Le présent document contient une description des méthodes d'évaluation de l'économie souterraine appliquées dans cinq pays de la CEI: Arménie, Bélarus, Kazakhstan, Kirghizistan et Moldova. Ces pays ont communiqué au secrétariat les méthodes utilisées ainsi que leurs évaluations dans le cadre du projet d'inventaire des pratiques nationales relatives à l'évaluation de l'économie souterraine et informelle.

Arménie

2. La valeur totale de l'ajustement de la valeur ajoutée compte tenu de l'économie «informelle» dans le secteur des ménages était de 45 % en 1997. L'expression «économie informelle» était définie comme suit: «activité économique exercée de façon généralement légale par les producteurs individuels ou les entreprises dites non institutionnalisées (c'est-à-dire les entreprises qui appartiennent à des personnes ou des ménages et qui, bien souvent, n'ont pas été constituées selon les modalités en vigueur et sont fondées sur des relations informelles entre participants à la production».

Méthodes d'évaluation de l'économie non recensée

3. Les données des sondages sur les entreprises et des enquêtes sur la population active, ainsi que sur le budget des ménages, sont des sources précieuses d'estimation de l'économie souterraine. Les sondages sont sans doute la méthode la plus controversée, ils n'en constituent pas moins l'une des sources principales pour évaluer l'importance de la partie souterraine de l'économie. L'observation de l'économie souterraine ne va pas sans problèmes, car il est difficile de compenser l'absence complète ou partielle de réponses et l'inexactitude des données communiquées.

4. Compte tenu du caractère incomplet de la couverture, du nombre élevé de données non communiquées et du manque de fiabilité des réponses, les calculs sont effectués sur la base des données relatives à la production et au nombre d'actifs occupés. On notera qu'il est également fait appel à des méthodes macroéconomiques indirectes en utilisant une base de données combinée, c'est-à-dire toutes les sources d'information possibles.

5. La méthode retenue repose sur l'analyse de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. À partir des données correspondantes, on détermine le nombre de personnes exerçant une forme légale d'activité sans que celle-ci soit comptabilisée. Les données relatives à la production constituent une autre source importante d'information.

6. D'après les données du sondage effectué auprès de 2 500 petites entreprises, au moment de l'enquête 51,6 % n'exerçaient pas d'activité pour diverses raisons et 10,1 % étaient introuvables parce que l'adresse d'enregistrement ne correspondait pas à celle du lieu effectif de l'activité. Au total, 34,2 % de l'ensemble des entreprises interrogées ont répondu à l'enquête et 26 % des entreprises en activité ont communiqué des données incomplètes. Seulement 22 % des entreprises actives recourent au travail salarié. Les salariés représentent 41,2 % de l'ensemble du personnel, dont 26,3 % ont été engagés sur la base d'un accord verbal. Dans ces entreprises, 6 % du personnel étaient employés chaque mois à des travaux ponctuels. La part des apports de main-d'œuvre et des revenus des salariés, ainsi que des travailleurs familiaux non rémunérés, était de 24,6 % du total, et celle des propriétaires travaillant sans rémunération de 11,2 %.

7. La valeur de la production pour compte propre était de 78 millions de drams (l'unité monétaire de l'Arménie, 1 dollar des États-Unis = 540 drams), et celle des coûts de production (constituant la consommation intermédiaire) de 75 millions de drams, soit une minoration d'environ 40 % du volume de la production pour compte propre des entreprises interrogées. La rémunération mensuelle des salariés, ainsi que du propriétaire (13 500 drams) se situait à peu près au niveau de la moyenne nationale; dans le même temps, d'après les données provenant d'enquêtes effectuées auprès des propriétaires des mêmes entreprises, le montant moyen des revenus mensuels était d'au moins 56 000 drams.

8. Il convient de noter que la main-d'œuvre non recensée des entreprises en activité interrogées représentait environ 40 % des effectifs; dans certains secteurs de l'économie cet indicateur varie entre 24 % (pour les industries de transformation) et 58 % (pour les transports). En outre, la part de l'emploi informel est de 12,2 %.

9. D'après les données de l'enquête sur la population active, environ 65,7 % du nombre total des actifs occupés exerçaient une activité non déclarée et 8,6 % des salariés, soit 1 sur 12, avaient été engagés sur la base d'un accord verbal (principalement dans le secteur privé). Par ailleurs, la proportion de salariés non déclarés (n'ayant qu'un engagement verbal) était de 8,5 % pour un emploi «principal» et de 27,7 % pour un travail complémentaire d'appoint.

10. Le travail non déclaré est beaucoup plus répandu parmi les travailleurs indépendants; au moment du sondage, la moitié des personnes interrogées exerçaient une activité principale qui n'était enregistrée nulle part; parmi ces dernières, une personne sur deux déclarait exercer une activité occasionnelle, 28,3 %, une activité régulière et 25,9 % une activité saisonnière ou ponctuelle.

11. D'après les données de l'enquête sur les employeurs et les travailleurs indépendants, 49 % des intéressés exerçaient en fait une activité non déclarée en tant qu'occupation principale et 81,5 % en tant qu'activité d'appoint ou secondaire.

Utilisation des données des enquêtes en vue de fiabiliser les évaluations

Principes méthodologiques de l'évaluation de l'économie souterraine

12. Pour les calculs, on utilise les données concernant le nombre d'actifs occupés et celui des personnes participant à la production (obtenues à partir de relevés statistiques périodiques). Ces deux sources permettent de calculer le nombre d'actifs occupés pour lesquels on ne dispose pas des statistiques nécessaires, ainsi que la productivité du travail dans les branches d'activité visées.

13. Outre les statistiques officielles, on utilise les données des enquêtes sur la population active pour calculer le nombre de personnes participant effectivement à la production (en particulier pour dénombrer les travailleurs en chômage technique, les travailleurs cumulant des emplois et les travailleurs en chômage partiel). C'est ainsi, notamment, que sont calculés les coefficients des rapports entre ces indicateurs et les effectifs moyens – coefficients obtenus aussi bien à partir des statistiques officielles qu'à partir des données des enquêtes sur la population active. Il faut ensuite calculer le coefficient moyen pour ces deux sources, puis le nombre moyen de travailleurs en chômage technique, cumulant des emplois et en chômage partiel. Ces résultats sont appliqués aux différentes branches d'activité économique, compte tenu de la structure définie à partir des données des enquêtes sur la population active.

14. La productivité du travail par branche d'activité est calculée d'après le nombre de travailleurs participant effectivement à la production. L'indicateur ainsi obtenu et le nombre d'actifs occupés (pour lesquels on ne dispose pas des statistiques nécessaires) servent ensuite à calculer la valeur ajoutée par la partie «non recensée» de l'économie.

15. Eu égard aux spécificités de la production dans le secteur agricole, l'évaluation de la production non recensée s'effectue à partir des résultats des vérifications annuelles de la validité des données relatives au cheptel et aux surfaces ensemencées. On peut ainsi mesurer la minoration de la productivité du bétail et la sous-estimation systématique du rendement des récoltes. Au total, la production dissimulée représente environ 21 % de la valeur ajoutée de l'activité agricole.

Évaluation de la valeur ajoutée d'après le nombre de chômeurs exerçant une activité rémunérée

16. L'étape suivante de l'évaluation du nombre d'actifs occupés est l'évaluation du nombre de travailleurs qui, bien qu'officiellement recensés comme chômeurs, exercent une activité rémunérée. D'après les données du Service national de l'emploi, il y avait en 1997, par exemple, 166 000 chômeurs inscrits, soit 11 % de la population active. Toutefois, d'après les données de l'enquête par sondage sur les petites entreprises et d'une enquête sur la population active effectuée la même année, le nombre de chômeurs était de 343 000 (soit 34 % des actifs), c'est-à-dire deux fois plus que le nombre officiellement recensé. Par ailleurs, 22 % de ces chômeurs exerçaient une activité rémunérée en tant qu'employeur ou travailleur indépendant. Avec l'apparition du chômage en Arménie, les activités exercées, le plus souvent, sans être régulièrement déclarées, ont pris davantage d'ampleur.

17. Les données relatives à la productivité du travail et au nombre de chômeurs (occupés comme employeurs ou travailleurs indépendants) obtenues à la suite des enquêtes susmentionnées (par secteur) servent à calculer la valeur ajoutée brute générée par cette catégorie de travailleurs.

Calcul de la valeur ajoutée par l'activité individuelle des particuliers

18. Outre les sources susmentionnées, les données de l'enquête sur le budget des ménages, ainsi que celles des enquêtes par sondage, sont utilisées pour calculer la valeur ajoutée pour le poste «activité individuelle des particuliers» (secteur des ménages). Les données du sondage effectué en 1997, par exemple, auprès de candidats aux examens d'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur ont permis de calculer le montant des honoraires versés aux répétiteurs privés, soit près de 60 % de l'ajustement pour le secteur «éducation». D'après les données d'une enquête sur la construction de logements, la part de la construction individuelle non déclarée était de 22 %, soit 14 % de l'ajustement pour le secteur «construction».

19. La part de l'économie souterraine dans le PIB (calculée après ajustement et correction des indicateurs pour lesquels on ne dispose pas de données complètes) a été calculée pour la première fois à partir des résultats de 1994. Elle était d'environ 27 % en 1994, 31,6 % en 1995, 34,3 % en 1996, 28,9 % en 1997, 25,6 % en 1998 et 29 % en 1999.

20. Les ajustements effectués au titre de l'économie souterraine en 1997, par exemple, représentaient 171 milliards de drams et, compte tenu de l'activité individuelle des particuliers, 233 milliards de drams, soit 28,9 % du PIB, dont 18,7 % pour l'économie occulte et non recensée et 10,2 % pour l'économie informelle. Au total, la part relative de l'économie informelle (petites entreprises et activité individuelle des particuliers) représente plus de 35 % des ajustements à apporter au PIB.

21. Les ajustements effectués au titre de l'économie souterraine en 1997, pris définitivement en compte dans le PIB par branche d'activité, sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1

	Total	Part de l'ajustement du PIB effectué compte tenu		
		Part relative de l'ajustement dans le PIB	Du nombre d'actifs occupés *	Du nombre de chômeurs
Industrie	28,7	76,8	10,4	12,8
Construction	46,1	64,2	20,9	14,9
Transports et communications	21,1	10,7	25,2	64,1
Commerce	75,5	52,9	33,8	13,3
Agriculture	21,0	56,1	–	43,9
Autres branches	27,1	59,6	1,1	39,3
Total à prix constant	31,5	59,0	14,5	26,5
Total, PIB aux prix courants	28,9	59,0	14,5	26,5

* Après correction au niveau macroéconomique

** Activité informelle dans le cadre d'activités individuelles des particuliers

Méthodologie des calculs relatifs au secteur informel de l'activité individuelle des particuliers

22. Il y a plusieurs méthodes possibles pour définir les paramètres de l'activité informelle dans les différentes branches d'activité et leur choix dépend de la base d'information disponible. Les données des enquêtes sur le budget des ménages, ainsi que celles provenant des sondages et des services fiscaux, constituent l'une des principales sources d'évaluation de l'activité individuelle des particuliers.

- Par secteur industriel, les paramètres sont calculés à partir des enquêtes sur le budget des ménages. Sont pris en compte dans l'ajustement, entre autres, la production de vin, la production de matériaux de construction destinés à la vente, les productions artisanales et autres travaux et services analogues se rapportant à l'activité industrielle.
- Pour la construction, l'activité informelle est évaluée à partir des données de l'enquête sur la construction individuelle de logements, d'où il ressort que les constructions non déclarées représentent 22 % du total, soit 3 260 millions de drams.
- En ce qui concerne l'activité informelle dans l'agriculture, les données sont calculées à partir de vérifications fiables des données relatives au cheptel et aux surfaces ensemencées.
- Pour le commerce, l'activité informelle est évaluée à partir du nombre de travailleurs indépendants et du nombre de travailleurs exerçant une activité non déclarée, calculé à partir d'enquêtes par sondage sur la population active.

- Pour les transports, l'activité informelle est évaluée d'après la part relative du secteur privé dans le volume total des transports de marchandises et de voyageurs.
- Pour le secteur de la santé, le paiement non déclaré des services de santé est calculé d'après les données de l'enquête par sondage sur les ménages intitulée «État de santé de la population».
- Pour le secteur du logement, l'activité informelle (revenus de la location de logements individuels) est évaluée d'après les données des enquêtes sur le budget des ménages.

23. Au total, pour 1997, le volume de l'activité informelle individuelle s'établissait à 61 671 millions de drams, soit 36 % du secteur «ménages».

Bélarus

24. Depuis les années 90, l'évaluation statistique de l'économie non recensée et sa prise en compte dans le calcul des indicateurs macroéconomiques posent un problème brûlant, vu le développement considérable de cette composante de l'économie dans un contexte de réformes économiques et de passage à des relations de marché. Cette situation est due à l'expansion du secteur privé résultant de la privatisation des entreprises d'État et de l'apparition de nouvelles entreprises privées, à des lacunes dans la comptabilité des nouveaux secteurs de l'économie, au clivage social par niveaux de revenu et à la nécessité pour les ménages de recourir à des sources complémentaires de revenus pour maintenir leur niveau de vie.

Méthodes générales d'évaluation de l'économie non recensée

25. L'économie non recensée (occulte et informelle) représente la somme de toutes les formes d'activité économique échappant à l'observation statistique. Elle est prise en compte aux trois stades suivants:

- Calcul de la production de biens et services par branche d'activité économique;
- Mise en concordance des principaux indicateurs de la comptabilité nationale;
- Établissement des tableaux du bilan intersectoriel de la production et de la répartition des biens et services.

26. Le calcul de la production des biens et services par branche d'activité économique en vue de l'évaluation de l'économie non recensée fait appel aux méthodes suivantes:

- Méthode des flux de produits (évalués sur la base du bilan intersectoriel et des bilans de certains biens et services – ciment, essence, alcool, alimentation (hors domicile), transports et communications);
- Méthodes intégrales d'évaluation des indicateurs (modes de calcul alternatifs de la valeur ajoutée);

- Méthodes indirectes – comparaison des données provenant de sources diverses (données provenant d'observations exhaustives, données d'enquêtes par sondage sur les ménages, données de sources administratives);
- Méthodes de l'analyse comparative, reposant sur l'évaluation du rapport entre le niveau de la consommation intermédiaire et le volume de la production dans les différents groupes d'entreprise.

27. Les enquêtes par sondage sur les ménages sont la principale source d'information sur le secteur informel de l'économie. Au Bélarus, ces sondages ont porté sur un échantillon de 6 000 ménages, soit 0,2 % de la population. Pour assurer une couverture équilibrée du territoire national par type de population, la sélection a été réalisée séparément pour la population urbaine et la population rurale.

28. L'enquête est réalisée en quatre sondages (entretiens) trimestriels – couvrant toute une année civile et portant sur l'échantillon de ménages sélectionnés, qui est ensuite entièrement renouvelé et remplacé par un nouvel échantillon l'année suivante.

29. Les enquêtes par sondage sur les ménages permettent d'obtenir des données sur les revenus et les dépenses pour un échantillon représentatif au niveau national et portent sur une large nomenclature de biens et de services.

30. Le volume des services fournis par des entrepreneurs individuels est calculé à partir des données relatives au nombre de licences délivrées à des personnes physiques pour la prestation de certains types de services (transports automobiles, pratique médicale, tournées et concerts, etc.). La raison en est que, depuis ces dernières années, une large part des services est assurée par des entrepreneurs individuels, dont il est encore difficile d'obtenir directement des données objectives.

31. Au stade de la mise en concordance des principaux indicateurs du SCN, il est procédé à des comparaisons entre le PIB, calculé, respectivement, par les méthodes de la production et de l'utilisation finale. Les dépenses de consommation finale des ménages sont alors corrigées compte tenu de la consommation de services fournis par les entrepreneurs individuels. En outre, le Ministère de la statistique établit des tableaux annuels du bilan intersectoriel de la production et de la répartition des biens et services. Ces tableaux sont utilisés pour vérifier la cohérence des données statistiques de diverses sources sur les flux de biens et services. Ils permettent de détecter les lacunes de la comptabilité de la production et de l'utilisation des biens et services et de corriger les indicateurs. Les corrections les plus fréquentes concernent les données de l'économie non recensée.

32. En 1998, au Bélarus, la part de l'économie non recensée dans le PIB était de 11 % et en 1999, de 11,7 %, répartis comme suit: 6,9 % pour l'agriculture, 1,9 % pour le commerce et la restauration, 1,2 % pour le logement, 0,6 % pour l'industrie et 0,6 % pour les services.

Kazakhstan

Méthodes d'évaluation de l'économie non recensée

33. La mesure statistique de l'économie non recensée se heurte à toute une série de problèmes dus principalement aux lacunes de l'information primaire.

34. Les méthodes actuellement utilisées au Kazakhstan pour évaluer l'économie non recensée sont les suivantes:

- Évaluations intégrées, comprenant implicitement des évaluations «sous-jacentes» de l'activité non recensée – par exemple, de la production horticole, effectuées à partir des données relatives à la superficie ensemencée, au rendement moyen et au niveau moyen des prix;
- Méthodes indirectes, reposant sur une analyse comparative des données provenant de sources diverses;
- Méthode du bilan, c'est-à-dire la mise en concordance des ressources et de leur utilisation.

35. De façon générale, les corrections sont effectuées par l'Agence nationale de la statistique du Kazakhstan aux deux stades suivants:

- I. Au stade des calculs statistiques par branche;
- II. a) Au stade du calcul de la production et de la valeur ajoutée brute par branche d'activité dans les comptes nationaux;
- b) Au stade de la mise en concordance des indicateurs des principaux comptes.

36. Les corrections effectuées dans les calculs du PIB compte tenu de l'économie occulte et informelle reposent essentiellement sur des méthodes d'évaluation indirectes fondées sur l'analyse comparative de données provenant de différentes sources et de données se rapportant à des secteurs très voisins – le bâtiment et le secteur des matériaux de construction par exemple. Cette analyse s'applique aux données concernant les revenus, les salaires et les dépenses. Lorsqu'elle est inférieure à la somme de ses éléments, la valeur ajoutée est majorée d'autant, tout comme la production.

37. La méthode du bilan suppose l'établissement de bilans des ressources et des emplois par biens et par services. Elle est utilisée pour corriger les données relatives à la production dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et d'autres branches d'activité. L'Agence nationale de la statistique procède actuellement à des essais préparatoires en vue de l'adoption de la méthode des flux, qui permet de suivre les flux de biens et de services du producteur au consommateur et de comparer les ressources et les emplois non seulement par branche mais aussi dans l'ensemble de l'économie.

38. L'évaluation de l'activité informelle des ménages repose essentiellement sur les données trimestrielles d'une enquête spéciale par sondage sur la production. Les résultats du sondage permettent de définir le profil sectoriel de l'activité de la population, qui est extrapolé pour l'ensemble des familles. On calcule ensuite le volume de la production d'une famille dans chaque secteur et les résultats sont à leur tour extrapolés compte tenu du profil sectoriel.

39. La méthode employée pour calculer la production dans le secteur du commerce est la méthode des flux de produits. Les statistiques douanières et les enquêtes auprès des ménages sur la production industrielle et agricole destinée au marché sont les principales sources d'information utilisées.

40. Le volume de la production agricole est calculé à partir des résultats d'enquêtes sur les exploitations paysannes et les ménages.

Principes régissant l'évaluation statistique de l'économie non recensée – sa prise en compte dans la comptabilité nationale

41. Conformément aux principes méthodologiques du SCN, le calcul du PIB s'effectue en tenant compte de toutes les formes d'activité économique entrant dans le cadre de la production, que ces activités soient déclarées ou non, licites ou illicites ou fassent ou non l'objet d'une couverture statistique.

Enregistrement des entreprises

42. Le manque de fiabilité des données se traduit par une minoration de la production et du bénéfice d'exploitation et une majoration de la consommation intermédiaire; elle provient essentiellement de la dissimulation des revenus, qui a pour but d'échapper à l'impôt. Le tableau 2 donne une idée de l'acuité du problème.

Tableau 2

Structure du PIB et des recettes fiscales en 1999, aux prix courants

	Structure du PIB	Structure des recettes fiscales
Total	100	100
Production de biens	38,1	75,4
Industrie	28,2	65,7
Construction	4,7	6,3
Agriculture, sylviculture et pêche	9,9	3,4
Production de services	61,9	24,6
Transports et communications	12,1	13,3
Commerce	14,2	4,0
Activités immobilières	12,0	3,3
Divers	23,6	4,0
Impôts nets sur la production	5,7	

43. Ce qui ressort des chiffres du tableau, c'est que l'activité non déclarée s'observe dans les secteurs dont les ventes de biens et de services s'effectuent essentiellement moyennant un paiement en espèces. Ils montrent également à quel point les données officiellement communiquées par ces secteurs manquent de fiabilité. Ainsi, pour le commerce, qui fournit plus de 14 % du PIB, la part des recettes fiscales n'est que de 4 %. Pour l'ensemble du secteur des services, qui est à l'origine d'environ 62 % du PIB, les recettes fiscales représentent à peine le quart de tous les impôts et taxes.

44. La couverture incomplète et la non-communication de données sont liées principalement à des problèmes statistiques imputables aux facteurs suivants:

- Expansion du secteur privé par suite de la privatisation et de l'apparition de nouvelles entreprises, dont un grand nombre de petites unités;
- Nécessité d'adapter l'observation statistique aux nouvelles conditions économiques.

Entreprises non enregistrées

45. Étant donné la législation en vigueur sur l'enregistrement des personnes morales, les entreprises institutionnalisées non déclarées sont l'exception.

Entreprises non institutionnalisées

46. Cette catégorie comprend les ménages, les unions ou associations de type familial et les entrepreneurs individuels. Les problèmes rencontrés sont les suivants:

- Communication de données minorées par les entreprises non institutionnalisées enregistrées;
- Existence d'un grand nombre d'entreprises non institutionnalisées non enregistrées;
- Emploi de salariés non déclarés par les entreprises non institutionnalisées.

47. La collecte de données statistiques fiables sur la production informelle dans les différentes branches d'activité, y compris l'agriculture, le commerce et les services, ne peut être organisée que sur la base d'enquêtes par sondage systématiques.

Production illégale

48. Faute d'une méthodologie appropriée permettant de prendre en compte et de mesurer cette forme d'activité non recensée, aucune évaluation de l'activité illégale n'est effectuée au Kazakhstan.

49. Le tableau 3 ci-dessous rend compte de l'évolution de l'économie non recensée.

Évolution de l'économie non recensée (en pourcentage du PIB)

Tableau 3

	1997	1998	1999	2000
Économie non recensée	37,9	30,3	27,4	26,8
Dont:				
Occulte	15,5	11,2	12,2	12,4
Informelle	22,4	19,1	15,2	14,4

50. Les ajustements et corrections résultent de comparaisons entre les données communiquées à différents niveaux. Bon nombre sont indirectement liés à une activité occulte ou informelle, qui n'est pas prise en compte dans les sources primaires de données. C'est pourquoi l'économie occulte ou informelle, qui est incluse dans les évaluations des comptes nationaux, ne peut être chiffrée avec précision ni présentée de façon claire. Cependant, la valeur des ajustements à effectuer peut être déduite de comparaisons des données élémentaires. Les résultats des corrections pour 1999 et 2000 sont présentés dans les tableaux 4 et 5.

Tableau 4

	1999		
	Part du secteur informel (<i>ménages</i>) dans le PIB, en %	Part de l'économie occulte (<i>des ajustements</i>) dans le PIB, en %	Part de l'économie non recensée dans le PIB, en %
Agriculture	6,5	0,1	6,6
Industrie	2,3	0,1	2,4
Construction	1,3	0,1	1,4
Commerce	1,3	2,8	4,0
Hôtels et restaurants	0,04	0,12	0,16
Transports	2,5	0,3	2,8
Éducation	0,5	1,1	1,6
Activités immobilières, locations et activités de services aux entreprises	0,4	5,6	6,0
Santé et action sociale	0,3	0,2	0,6
Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels	0,1	1,7	1,8
Total, valeur ajoutée brute	15,2	12,2	27,4

Tableau 5

	2000		
	Part du secteur informel (<i>ménages</i>) dans le PIB, en %	Part de l'économie occulte (<i>des ajustements</i>) dans le PIB, en %	Part de l'économie non recensée dans le PIB, en %
Agriculture	5,7	0,1	5,6
Industrie	2,1	0,2	2,3
Construction	1,4	0,2	1,6
Commerce	1,3	2,6	3,8
Hôtels et restaurants	0,05	0,14	0,19
Transports	2,1	0,4	2,5
Éducation	0,7	1,2	1,8
Activités immobilières, locations et activités de services aux entreprises	0,4	5,7	6,1
Santé et action sociale	0,4	0,3	0,7
Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels	0,3	1,7	2,0
Total, valeur ajoutée brute	14,4	12,4	26,8

51. Étant donné que le calcul du PIB dans le cadre du SCN fait appel à trois méthodes (optique de la production, optique des revenus et optique des dépenses), les corrections au titre de l'activité économique non recensée doivent être effectuées dans chaque cas. Pour évaluer avec davantage de précision le PIB calculé par la méthode de la production, il faut évaluer la valeur ajoutée brute générée par la production occulte ou illégale. Les résultats de cette évaluation peuvent être soit inclus dans le total général de chaque branche, soit présentés séparément, selon l'objet de l'étude. Le plus souvent, l'Agence nationale de statistique évalue l'économie non recensée en l'incluant indirectement dans les calculs du PIB.

République kirghize

52. L'existence d'une économie souterraine en République kirghize est un fait reconnu. Il est généralement admis que le niveau de l'activité économique occulte influe considérablement sur des indicateurs économiques clefs tels que le PIB. Il est désormais impossible de se faire une idée objective, sans tenir compte de l'activité occulte, des niveaux d'activité dans l'économie nationale dans des secteurs comme le commerce et les services notamment. Cependant, l'absence d'évaluations officielles sérieuses et précises émanant des services nationaux de statistique favorise l'apparition de comptes alternatifs, dont beaucoup pâtissent d'un manque de professionnalisme et d'objectivité. La plupart tendent, pour diverses raisons, à surestimer, au moins du double, le chiffre d'affaires réel de l'activité économique occulte. Les méthodes générales à utiliser pour déterminer les paramètres de l'économie souterraine sont résumées dans les paragraphes suivants.

53. Dans la pratique statistique de la République kirghize, le concept d'économie non recensée englobe l'activité économique occulte et informelle.

Méthodologie utilisée

54. Les corrections effectuées pour tenir compte de l'activité économie occulte et informelle se fondent sur les résultats d'enquêtes par sondage ou d'évaluations complémentaires et d'estimations d'experts faisant appel à des données complémentaires provenant d'autres sources.

55. En ce qui concerne la comptabilité nationale, les corrections effectuées pour tenir compte de l'économie informelle et occulte s'appliquent aussi bien au PIB créé qu'au PIB calculé par la méthode des revenus et des dépenses. Il semble que la valeur totale du PIB ainsi obtenu soit suffisamment exacte. Néanmoins, une certaine imprécision subsiste en ce qui concerne le calcul des indicateurs de l'économie souterraine proprement dite et la délimitation de la production occulte et informelle.

56. Au chapitre de la production, des corrections sont apportées aux indicateurs de la production industrielle, de la construction, des transports, du commerce et des services de consommation marchands, y compris des services financiers. En fait, des corrections sont ainsi apportées aux indicateurs de la quasi-totalité des principaux secteurs produisant des biens et services marchands. Il est également tenu compte de la production informelle du secteur agricole, mais elle n'est pas incluse dans le total de la production occulte ou informelle.

57. Au chapitre des revenus, les corrections sectorielles portent essentiellement sur le revenu mixte défini comme étant la différence entre la valeur ajoutée brute et les rémunérations des salariés plus les impôts sur les produits.

58. Au chapitre des dépenses, les principales corrections ont trait aux dépenses de consommation finale des ménages, car il existe une totale corrélation entre ce poste, calculé à partir des indicateurs du commerce, et les indicateurs de la production. Une correction minimale est apportée à l'indicateur de la formation de capital fixe, essentiellement en ce qui concerne la construction de maisons d'habitation privées. En ce qui concerne les exportations, les valeurs utilisées sont les valeurs officiellement communiquées par le Comité des douanes.

59. Plus concrètement, les corrections effectuées au niveau sectoriel compte tenu de la production occulte et informelle font appel aux approches méthodologiques décrites ci-après.

Industrie

60. Les ajustements effectués compte tenu de la production industrielle informelle et occulte ne sont pas très considérables. Il s'agit essentiellement de corrections concernant la production artisanale de biens de consommation, qui est le fait des ménages. Cette production se concentre principalement dans l'industrie alimentaire et en partie, dans la confection, la joaillerie et d'autres branches. Les données nécessaires pour procéder à cet ajustement sont obtenues à partir d'enquêtes spéciales. Dans l'ensemble, les productions de ce type sont imputables au secteur informel, mais du fait qu'une partie des producteurs artisanaux tentent d'échapper à l'impôt, elles constituent une composante occulte de ce secteur.

61. En plus de la correction effectuée au titre de la production artisanale informelle, il est procédé à des ajustements pour tenir compte de la comptabilité frauduleuse des entreprises. Dans l'industrie, la pratique consistant à minimiser délibérément la valeur ajoutée totale – qui sert à calculer le PIB – peut prendre la forme, soit d'une dissimulation préméditée (totale ou partielle) des volumes de production, soit d'une surévaluation délibérée de la part de la production intermédiaire (des intrants). Ces deux pratiques ont pour effet de réduire la base d'imposition et de permettre de se procurer des revenus illégaux.

Secteur de la construction

62. Dans la République kirghize, une partie de l'activité du secteur de la construction n'est pas le fait d'entreprises de construction professionnelles et structurées, mais les travaux sont exécutés par des équipes de travailleurs occasionnels ou indirectement par les particuliers eux-mêmes. La prise en compte de cette activité passe par la collecte de données sur l'enregistrement des constructions de maisons d'habitation et de bâtiments à finalité économique auprès des autorités locales. Cette activité relève du secteur informel et n'entre pas dans le cadre de l'économie souterraine. L'information obtenue est suffisamment fiable et reflète correctement la mise en exploitation des constructions en unités physiques.

63. En ce qui concerne l'estimation en valeur, la valeur de la plupart des constructions déclarée lors de l'enregistrement est sans doute une sous-estimation. La construction de maisons d'habitation individuelles pose un problème analogue. Par exemple, dans la ville de Bichkek, le coût réel du mètre carré de surface habitable se situe, d'après les estimations des experts, entre 150 et 300 dollars des États-Unis, alors que la valeur du mètre carré construit est de 300 à 600 soms d'après les relevés comptables, ce qui représente une sous-estimation de l'ordre de 10 à 15 %.

Commerce

64. C'est dans le secteur du commerce que se concentre l'essentiel de l'activité économique occulte. Dans le même temps, le commerce est, après l'agriculture, le principal secteur où se concentre l'activité informelle des ménages. L'activité des entreprises du commerce et de la restauration qui omettent de faire les déclarations réglementaires relève directement de l'activité économique occulte, et les ajustements sont effectués à partir d'indicateurs sectoriels moyens établis sur la base d'observations ponctuelles directes. Il est en outre fait appel à des entretiens et à des vérifications complémentaires pour rectifier la comptabilité frauduleuse d'entreprises commerciales qui, par exemple, majorent le montant de leur consommation intermédiaire afin de minorer la valeur ajoutée et leurs bénéfices.

65. L'étude de la composante informelle de l'activité commerciale passe par des enquêtes systématiques par sondage portant sur les marchés informels existant sur l'ensemble du territoire. Ces enquêtes sont en outre largement utilisées non seulement pour calculer les indicateurs relatifs au secteur commercial en tant que branche de l'économie, mais aussi pour calculer les indicateurs de la consommation de biens et services matériels par la population dans la mesure où ces données sont plus objectives, par exemple, que celles provenant d'enquêtes par sondage sur les budgets des ménages.

66. Un autre aspect intéressant du calcul d'indicateurs d'activité du secteur commercial, c'est qu'il permet, pour toute une série de produits de consommation comme l'alcool et les cigarettes, d'effectuer des calculs de contrôle complémentaires par la méthode du bilan, en comparant le volume des ventes de ces produits à un niveau raisonnable de consommation et, en le corrigeant, le cas échéant. D'après la pratique établie, l'activité commerciale sur les marchés informels (et tous les volumes s'y rapportant) est entièrement imputable au secteur informel.

Transports

67. En République kirghize, une part considérable des services de transport est le fait de producteurs individuels. Les calculs sont effectués à partir d'informations indirectes. Ils reposent sur les données du Service officiel de contrôle des véhicules concernant le nombre de camions et d'autocars en état de marche détenus en toute propriété ou loués par des particuliers, ainsi que sur les données concernant la distance moyenne parcourue, la charge moyenne, la rentabilité moyenne des transports, etc. Le calcul du volume des transports de voyageurs par taxi s'effectue à peu près de la même manière à partir des données relatives aux permis délivrés, étant donné que la possession d'un permis est contrôlée non seulement par la police de la route, mais aussi par les chauffeurs eux-mêmes, hostiles à toute concurrence supplémentaire. Les résultats des calculs sont assez objectifs. L'ajustement s'applique en totalité à l'activité informelle.

Commerce extérieur

68. Les opérations de commerce extérieur réalisées par des opérateurs «pendulaires» sont comptabilisées à partir des documents douaniers, et sur la base également d'enquêtes trimestrielles spéciales effectuées dans les trains à long parcours depuis 1997. Les voyageurs «pendulaires» qui exportent des marchandises par petits lots dans des bagages à main sont comptés par estimation, sur la base d'enquêtes réalisées dans les gares, et les voyageurs «pendulaires» important des marchandises dans des bagages à main sont tenus de les déclarer. Bien que d'une valeur totale assez considérable, les ajustements actuellement effectués pour tenir compte de la valeur du commerce «pendulaire» ne semblent pas satisfaisants.

Revenus occultes

69. Le calcul des revenus occultes des ménages repose sur la méthode des bilans. La méthode employée pour calculer les revenus occultes consiste à comparer l'ensemble des revenus comptabilisés des ménages avec leurs dépenses au titre de la consommation finale, de la formation de capital et de l'accroissement des actifs financiers. Les dépenses sont généralement bien supérieures aux revenus déclarés. La différence peut être assimilée à un revenu occulte.

70. Les données utilisées pour le calcul sont les données provenant de tous les comptes du secteur «ménages», où figurent les indicateurs du revenu disponible, des dépenses de consommation finale et des dépenses au titre de la formation de capital.

71. Il faut également tenir compte du poste «accroissement des actifs financiers du secteur». Cette information, conformément aux principes méthodologiques du SCN, doit figurer dans le compte financier du système. La statistique nationale, pour des raisons objectives, n'élabore pas encore de compte financier pour les secteurs institutionnels, y compris pour le secteur

des ménages, mais elle dispose de l'information nécessaire pour estimer approximativement l'accroissement de la valeur des actifs financiers de ce secteur. En particulier, pour le calcul du poste «accroissement des actifs financiers», il a été tenu compte de l'accroissement des liquidités à la disposition des particuliers (en monnaie nationale), de l'accroissement des dépôts auprès des institutions financières et des avoirs en valeurs mobilières, de l'accroissement (ou de la réduction) de l'endettement au titre des salaires et des retraites, ainsi que de l'accroissement des liquidités en devises. Ce dernier indicateur a été défini comme constituant la différence entre les dépenses consacrées à l'achat de devises et les revenus provenant de la vente de devises, corrigé du montant des dépenses des «opérateurs pendulaires» au titre des importations «inorganisées».

72. L'autre composante des revenus souterrains des ménages provient de la partie occulte des opérations informelles de production de biens et services; autrement dit, elle constitue la partie occulte du revenu mixte. Sa détermination ne nécessite par de calcul supplémentaire, il suffit d'utiliser le montant déjà calculé de la valeur ajoutée imputable à la partie occulte de la production informelle. Ce faisant, on admet qu'il n'est effectivement prélevé aucun impôt sur cette composante de la valeur ajoutée et qu'il n'est pas non plus versé de salaire. La valeur ajoutée est donc égale au revenu mixte. Le montant total du revenu souterrain est égal à la somme du revenu occulte et de la partie occulte du revenu mixte.

La consommation à partir de sources occultes et informelles

73. La valeur des dépenses des ménages au titre de la consommation à partir de sources informelles correspond directement aux corrections effectuées au titre du commerce informel dans le calcul des paramètres de la production informelle. L'information utilisée provenait également des enquêtes sur les budgets des ménages, étant donné que ces enquêtes portent non seulement sur le problème général des dépenses consacrées à l'achat de biens et de services, mais aussi sur les achats de biens et services à des particuliers. La partie occulte du volume des ventes correspond à la consommation des ménages à partir de sources occultes.

74. La consommation informelle englobe l'autoconsommation de la production pour compte propre. Cet indicateur est tiré du poste revenu mixte en nature obtenu par les ménages ayant une activité agricole informelle. Il est calculé régulièrement par le Comité national de statistique dans le cadre de la comptabilité nationale et revêt une grande importance pour analyser le poids spécifique de la production marchande et le développement des relations de marché dans le pays.

75. La valeur occulte de la formation de capital représente la somme des sous-estimations de la valeur des maisons d'habitation et bureaux privés. Ces sous-estimations sont une pratique assez largement répandue et représentent un investissement de revenus occultes. Ce poste fait pendant aux ajustements correspondants effectués pour tenir compte des activités occultes dans le secteur de la construction.

76. Les ajustements les plus importants sont les corrections liées au calcul de la valeur des importations occultes et informelles de biens de consommation dans le cadre du commerce «pendulaire». Les autorités statistiques nationales, dans leurs publications périodiques, indiquent la valeur du commerce «pendulaire» informel, calculée à partir des données officielles du Comité douanier. Néanmoins, cette valeur ne semble pas satisfaisante.

77. En conséquence, les corrections à apporter aux indicateurs de la valeur des importations occultes (en plus de la valeur du commerce «pendulaire» connue des sources officielles) ont été effectuées en utilisant la méthode des flux de marchandises en nature et en valeur pour les principaux articles de consommation les plus «liquides», l'évaluation des importations s'effectuant sur la base des prix moyens du marché.

78. Les résultats des calculs sont présentés dans les tableaux 1.1 à 3.1.

1. Caractéristique générale de l'activité économique occulte et informelle

Tableau 1.1

Paramètres de l'activité économique occulte et informelle

	(En millions de soms)				
	1995	1996	1997	1998	1999
Valeur ajoutée par la production occulte et informelle	7 623,9	12 762,6	15 684,3	16 637,3	23 356,2
<i>Dont:</i>					
Production informelle (selon définition)	6 362,9	11 044,4	13 175,4	13 395,4	18 865,0
Production souterraine	1 260,9	1 718,1	2 508,9	3 241,9	4 491,2
Partie occulte de la production informelle	819,3	1 078,8	1 763,2	2 710,0	3 702,5
Production occulte dans le secteur non financier	441,6	639,3	745,7	531,9	788,7
Revenus occultes et mixtes	7 852,7	13 862,0	14 415,0	23 894,8	26 882,2
<i>Dont:</i>					
Revenus mixtes (selon définition)	6 362,9	11 044,4	13 175,4	13 395,4	18 865,0
Revenus souterrains	1 489,7	2 817,5	1 239,7	10 499,3	8 017,2
Partie occulte du revenu mixte	819,3	1 078,8	1 763,2	2 710,0	3 702,5
Revenu occulte	670,4	1 738,7	-523,6	7 789,4	4 314,7
Éléments de l'utilisation des revenus consacrés à la consommation à partir de sources occultes*	9 697,9	15 829,6	17 521,4	27 350,8	34 099,4
<i>Dont:</i>					
Éléments de la consommation informelle (légale)	6 005,7	10 991,3	11 162,1	18 707,8	22 099,2
Éléments de la consommation informelle à partir de sources occultes	3 692,2	4 838,3	6 359,4	8 643,0	12 000,2

* Sans contrebande.

Tableau 1.2**Paramètres de l'activité économique occulte et informelle**

	(En pourcentage du PIB*)				
	1995	1996	1997	1998	1999
Valeur ajoutée par la production occulte et informelle	47,2	54,5	51,1	48,7	47,9
<i>Dont:</i>					
Production informelle (selon définition)	39,4	47,2	42,9	39,2	38,7
Production souterraine	7,8	7,3	8,2	9,5	9,2
Partie occulte de la production informelle	5,1	4,6	5,7	7,9	7,6
Production occulte dans le secteur non financier	2,7	2,7	2,4	1,6	1,6
Revenus occultes et mixtes	48,6	59,2	47,0	69,9	55,1
<i>Dont:</i>					
Revenus mixtes (selon définition)	39,4	47,2	42,9	39,2	38,7
Revenus souterrains (tableau 4.3)	9,2	12,0	4,0	30,7	16,4
Partie occulte du revenu mixte	5,1	4,6	5,7	7,9	7,6
Revenu occulte	4,2	7,4	-1,7	22,8	8,9
Éléments de l'utilisation des revenus consacrés à la consommation à partir de sources occultes**	60,1	67,7	57,1	80,0	70,0
<i>Dont:</i>					
Éléments de la consommation informelle (légale)	37,2	47,0	36,4	54,7	45,3
Éléments de la consommation à partir de sources occultes	22,9	20,7	20,7	25,3	24,6

* Calculs effectués en utilisant le chiffre officiel du PIB.

** Sans contrebande.

2. Revenus souterrains des ménages

Tableau 2.1

Calcul des revenus occultes dans le secteur des ménages

	(En millions de soms)				
	1995	1996	1997	1998	1999
Revenus disponibles des ménages	13 433,2	19 405,9	24 038,8	25 277,4	34 858,1
Dépenses de consommation et formation de capital	12 976,0	20 090,5	22 255,9	31 424,9	37 736,4
<i>Dont:</i>					
Dépenses de consommation finale	11 761,7	18 703,2	20 559,4	29 759,5	36 208,1
Formation de capital fixe et d'actifs matériels circulants	1 214,3	1 387,2	1 696,5	1 665,4	1 528,3
Différences entre revenus et dépenses (1-2)	457,2	-684,6	1 782,9	-6 147,5	-2 878,3
Accroissement des actifs financiers (tableau 2.2)	1 127,6	1 054,1	1 259,3	1 641,9	1 436,4
Total, revenu utilisé (2+6)	14 103,6	21 144,6	23 515,2	33 066,8	39 172,8
Différence entre les revenus et leur utilisation (revenu occulte) (1-7)	-670,4	-1 738,7	523,6	-7 789,4	-4 314,7

Tableau 2.2

Accroissement des actifs financiers des ménages

	(En millions de soms)				
	1995	1996	1997	1998	1999
Accroissement des liquidités en monnaie nationale	913,2	412,7	152,0	418,4	1 007,3
Accroissement des liquidités en devises – total	523,3	1 231,6	1 027,0	778,6	1 201,9
Valeur nette des importations pendulaires	396,8	703,5	400,4	167,9	519,0
Accroissement des avoirs en devises – valeur corrigée (2-3)	126,5	528,1	626,6	610,8	682,9
Accroissement des dépôts en banque	88,1	59,5	502,5	365,2	75,6
Accroissement de l'endettement au titre des salaires et des retraites	0,0	40,1	-54,8	182,3	-349,3
Accroissement de la valeur des avoirs des particuliers en valeurs mobilières	-0,1	13,7	32,9	65,2	19,9
Accroissement total des actifs financiers (1+4+6+7)	1 127,6	1 054,1	1 259,3	1 641,9	1 436,4

Tableau 2.3

Revenus souterrains des ménages

	(En millions de soms)				
	1995	1996	1997	1998	1999
Revenus occultes	670,4	1 738,7	-523,6	7 789,4	4 314,7
Revenus mixtes provenant des opérations imputables à l'économie occulte	819,3	1 078,8	1 763,2	2 710,0	3 702,5
Total des revenus souterrains des ménages (1+2)	1 489,7	2 817,5	1 239,7	10 499,3	8 017,2

3. Éléments de l'économie occulte dans l'utilisation du PIB

Tableau 3.1

Éléments de l'utilisation des revenus imputables à l'économie occulte et informelle

	1995	1996	1997	1998	1999	1995	1996	1997	1998	1999
	En millions de soms					En pourcentage du PIB				
Importation Valeur recensée des importations de biens et services	6 338,6	13 234,1	14 173,8	19 834,1	27 782,4	39,3	56,6	46,2	58,0	57,0
<i>Dont:</i>										
Importations inorganisées (commerce pendulaire)	828,0	819,0	1 431,7	2 081,9	2 270,6	5,1	3,5	4,7	6,1	4,7
À ajouter:										
Contrebande (estimation)	83,1	167,7	258,5	361,6	425,7	0,5	0,7	0,8	1,1	0,9
Consommation individuelle des ménages	13 892,3	21 270,6	23 710,5	33 102,5	41 742,7	86,0	90,9	77,3	96,8	85,6
Opérations sur marchandises, total	7 468,4	10 001,4	13 576,0	16 489,4	22 641,6	46,3	42,7	44,2	48,2	46,5
<i>Dont:</i>										
Marché informel légal	1 296,0	2 451,4	4 008,9	4 413,0	6 683,9	8,0	10,5	13,1	12,9	13,7
Ventes occultes	3 679,8	4 811,9	6 255,0	8 474,4	11 815,6	22,8	20,6	20,4	24,8	24,2
Autoconsommation de la production pour compte propre	4 596,0	8 391,0	6 952,0	14 085,0	14 981,1	28,5	39,4	22,7	41,2	30,7
Formation brute de capital fixe	3 290,0	5 243,5	3 802,0	4 403,7	7 663,1	20,4	22,4	12,4	12,9	15,7
Investissements	3 221,0	4 766,2	5 692,2	4 214,5	6 708,2	20,0	20,4	18,6	12,3	13,8
<i>Dont:</i>										
Construction informelle	113,7	148,9	201,2	209,8	434,2	0,70	0,64	0,66	0,61	0,89
Valeur occulte de la construction	32,9	101,9	104,4	168,6	184,6	0,20	0,44	0,3	0,5	0,4
Total***										
Secteur informel (légal)	6 005,7	10 991,3	11 162,1	18 707,8	22 099,2	37,2	47,0	36,4	54,7	45,3
Secteur occulte	3 712,8	4 913,8	6 359,4	8 643,0	12 000,2	23,0	21,0	20,7	25,3	24,6

*** Compte non tenu des importations occultes et informelles.

Moldova

79. Ces dernières années, les spécialistes du Département de statistique et de sociologie de la République de Moldova ont réalisé un travail considérable et approfondi afin de réformer radicalement les bases technologiques, méthodologiques et organisationnelles de l'activité statistique dans le contexte des processus socioéconomiques à l'œuvre dans la société. Le principal résultat de ce travail de plusieurs années est l'adoption du système de comptabilité nationale et de calcul des principaux indicateurs macroéconomiques.

80. On est aujourd'hui parvenu à une certaine cohérence dans l'utilisation de sources de données dont le contenu garantit une plus grande précision et une meilleure qualité des indicateurs de la comptabilité nationale, qui sont maintenant calculés pour la période 1989-2000.

81. L'adoption du système de comptabilité nationale par la statistique moldave permet de calculer le produit intérieur brut par trois méthodes – l'optique de la production, de l'utilisation finale et des revenus. La méthode de calcul prévoit une comparaison entre les données calculées par type d'activité et secteur institutionnel suivie d'une correction et d'ajustements pour obtenir la valeur totale du produit intérieur brut en passant par le tableau des ressources et des emplois.

82. Afin d'élargir la portée des comptes nationaux et de faire en sorte qu'ils reflètent les processus à l'œuvre dans la phase de transition vers l'économie de marché, il est indispensable d'inclure dans les calculs et les estimations les indicateurs se rapportant aussi bien aux unités de production recensées qu'aux unités non recensées (qui comprennent les personnes physiques ayant une activité économique).

83. Le secteur informel peut se caractériser comme étant constitué d'un complexe «d'unités produisant des biens ou des services avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées. Ces unités opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation et avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations d'emploi – lorsqu'elles existent – sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties formelles.». Ces unités relèvent du secteur des ménages et ne peuvent être rattachées à d'autres unités. Ce propriétaire assume la pleine responsabilité de toutes les dettes et de tous les engagements souscrits dans le processus de production.

84. Le secteur informel englobe la production à domicile ou la production des petites exploitations paysannes, la production artisanale et le travail d'un grand nombre de personnes travaillant pour leur propre compte.

Méthodes d'évaluation de l'économie non recensée

85. À partir de la base d'information disponible et de la méthodologie adoptée, le Département de statistique et de sociologie tient compte, à des degrés divers, dans le calcul du produit intérieur brut, de toutes les catégories susmentionnées d'unités relevant de l'«économie non recensée», sans y inclure l'économie illégale. Les méthodes utilisées pour déterminer les paramètres de l'«économie non recensée» varient selon le type d'activité économique, et le choix dépend de la base d'information disponible et des spécificités du type d'activité en question.

Évaluation de l'ampleur de l'évasion fiscale de la part des personnes morales et physiques produisant des biens et services et tenues d'établir un bilan et une déclaration de revenu

86. Concernant les personnes morales et physiques faisant partie, respectivement, du secteur des entreprises non financières institutionnalisées et quasi institutionnalisées et du secteur des ménages, l'Inspection générale des impôts a présenté des informations portant sur les aspects suivants:

- Nombre d'entreprises contrôlées, classées par branche d'activité économique, pour lesquelles ont été détectées des infractions dans le calcul du montant de la TVA, du bénéfice imposable et des impôts indirects;
- Montant total des redressements fiscaux opérés (à la suite d'un contrôle) au titre de la fiscalité directe et indirecte;
- Montant total des sanctions administratives (amendes et pénalités).

87. Les entreprises produisant des biens et services exemptés du paiement de la TVA conformément à la législation de la République de Moldova ont été exclues de la liste des entreprises (inscrites au registre du commerce) en activité au cours de l'exercice considéré. Conformément à la loi de la République de Moldova «sur la taxe à la valeur ajoutée», la TVA est calculée au taux établi de 20 % du chiffre d'affaires imposable, calculé sur la base des prix et tarifs applicables, hors TVA et impôts indirects. C'est le taux d'imposition auquel sont taxées les entreprises produisant des biens et services. Pour les entreprises du commerce de détail et du secteur de la restauration, et les entreprises de courtage, le taux de TVA est de 16,67 %.

88. À partir des redressements fiscaux opérés (à la suite de vérifications de l'Inspection des impôts) et compte tenu des taux de TVA et d'imposition des bénéfices, il a été procédé, par type d'activité, à une évaluation de la production occulte des entreprises ayant fait l'objet d'un contrôle fiscal. Le volume de la production ainsi obtenu a été réparti sur la totalité des entreprises en activité inscrites au registre du commerce. La consommation intermédiaire a été calculée en appliquant les coefficients en vigueur dans la comptabilité officielle pour les branches d'activité économique considérées.

Les résultats des calculs sont présentés au tableau 6.

Tableau 6

Type d'activité économique	Valeur ajoutée brute dissimulée, en %							
	De la valeur ajoutée brute pour l'activité considérée				Du produit intérieur brut			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Agriculture	8,7	16,1	2,3	0,6	2,2	5,1	0,6	0,2
Activités extractives				3,9				0,0
Activités de fabrication	19,4	10,3	3,9	1,2	3,5	1,8	0,5	0,2
Électricité, gaz et eau	0,7	2,1	0,4	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0
Construction	3,7	6,2	8,0	2,9	0,2	0,5	0,3	0,1
Commerce de gros et de détail	17,8	7,0	24,3	9,6	1,5	1,1	3,7	1,2
Hôtels et restaurants			19,1	7,0			0,2	0,0
Transports et communications	4,5	6,4	6,1	4,6	0,3	1,4	0,3	0,2
Intermédiation financière	1,4	1,0	2,8	4,4	0,1	0,1	0,2	0,2
Activités immobilières, location et activité commerciale	13,1	8,2	15,5	4,0	0,3	0,2	0,7	0,2
Éducation			1,4	0,3			0,1	0,0
Santé et action sociale			9,7	9,4			0,3	0,2
Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels	5,4	8,0	15,0	4,2	0,1	0,3	0,2	0,1
Total	11,9	13,0	8,0	2,9	8,2	10,7	7,0	2,6

89. Les revenus des personnes physiques non recensées (tailleurs, enseignants donnant des leçons particulières, marchands ambulants, propriétaires privés de véhicules automobiles, prestations du personnel médical) sont évalués à partir de différentes sources statistiques propres à chaque type d'activité.

90. Activités de fabrication. L'évaluation des revenus non déclarés des tailleurs et couturières travaillant à domicile s'effectue compte tenu de l'effectif de la population féminine de groupes d'âge déterminés, ventilée entre population urbaine et rurale. On détermine le prix moyen demandé pour la confection d'un article et le nombre d'articles produits en une année. On obtient ainsi une évaluation de la production totale, et seules les dépenses d'électricité sont prises en compte dans le calcul de la consommation intermédiaire.

91. Construction. Ajustement en hausse du montant des investissements dans le secteur de la construction individuelle. Cet ajustement se calcule en prenant en compte la sous-estimation délibérée de la valeur des maisons d'habitation individuelles (dans la déclaration effectuée par le propriétaire auprès des autorités compétentes) par rapport au coût réel des travaux. La valeur de la surface des constructions individuelles neuves a donc été recalculée au prix du marché.

92. Marché de gros et de détail. Le marché non officiel concerne les ventes effectuées par des particuliers dans le cadre de transactions non réglementées et dans des lieux spécialement désignés (marchés physiques), aussi bien de marchandises produites dans le pays que d'articles en provenance du «reste du monde» (les importations «inorganisées»). Le chiffre d'affaires du «marché inorganisé» a été calculé à partir des données de la statistique budgétaire en comparant le montant total des dépenses des particuliers au titre de l'achat de biens de consommation et le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période considérée par l'ensemble des entreprises enregistrées.

93. Le pourcentage des dépenses consacrées par les particuliers à des achats dans le secteur organisé est calculé à partir de données des enquêtes sur les budgets des ménages. Ce pourcentage est ensuite appliqué au volume des ventes de marchandises sur le marché organisé, calculé à partir des statistiques du commerce, ce qui permet d'obtenir le volume des ventes de marchandises sur le marché inorganisé. La production totale (la marge commerciale) est calculée en utilisant le coefficient observé pour les entreprises commerciales officiellement enregistrées.

94. Transports. D'après les données de la Direction de la police routière (Ministère de l'intérieur) sur le parc de véhicules automobiles privés, le pourcentage de véhicules en état de marche et les données de l'Inspection des transports relatives aux entrepreneurs (personnes physiques) titulaires d'une autorisation d'exercer une activité commerciale de transport de marchandises, 18 % seulement des propriétaires privés de véhicules avaient le droit (en vertu d'une autorisation) d'exercer une activité commerciale de transport de marchandises. L'évaluation du volume de leurs opérations commerciales de transport s'effectue à partir de données provenant d'une enquête hebdomadaire par sondage approuvée en 1998 par le Département de statistique et de sociologie. Aux fins des calculs, il est tenu compte du nombre de semaines (comprises dans la période considérée), du volume hebdomadaire moyen des opérations de transport de marchandises et du nombre de camions privés.

95. Les revenus sont calculés en utilisant le tarif moyen par tonne/km, calculé à partir des données globales sur les revenus provenant des transports de marchandises effectués par les entreprises de transport routier (personnes morales) et du volume de marchandises transporté. Ces données servent à évaluer les revenus occultes provenant de la fourniture de services de transport de marchandises effectués en infraction aux règles administratives établies (opérations non autorisées).

96. Santé. Le volume des services payants, fournis aux particuliers par des médecins dans des établissements médicaux d'État contre paiement en espèces (prestations illégales), est évalué de diverses manières et au moyen de questionnaires anonymes.

97. Éducation. Sont considérés comme relevant de l'économie non recensée, pour ce type d'activité, les revenus non déclarés des enseignants donnant des leçons particulières. À partir des relevés statistiques, il a été établi une liste, ventilée par spécialité, des candidats aux concours d'entrée des établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire spécialisé. Des observations informelles ont permis d'évaluer le prix d'une heure de leçon particulière et le nombre d'heures de leçons pour une période donnée.

98. Il convient de noter que l'évaluation des revenus des personnes physiques non enregistrées s'appuie sur les données provenant de l'enquête sur les ressources de main-d'œuvre, qui est effectuée en République de Moldova depuis 1999.

99. Les résultats des calculs pour les différentes branches d'activité économique énumérées ci-dessus sont présentés au tableau 7.

Tableau 7

Type d'activité économique	Valeur ajoutée brute dissimulée, en %							
	De la valeur ajoutée brute pour l'activité considérée				Du produit intérieur brut			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Activités extractives				1,3				0,0
Activités de fabrication	9,4	4,1	13,8	12,2	1,6	1,0	1,8	1,7
Construction	28,6	11,8	13,6	28,0	1,4	0,3	0,5	0,8
Commerce de gros et de détail	33,7	22,0	14,6	27,3	2,8	2,2	2,2	3,4
Hôtels et restaurants				1,4				0,0
Transports et communications		4,6	12,8	4,1		0,1	0,6	0,2
Autres activités commerciales				5,9				0,1
Éducation	4,7	5,1	9,7	4,0	0,3	0,4	0,5	0,2
Santé et action sociale	11,1	11,1	9,2	7,7	0,4	0,4	0,2	0,2
Activités dans le domaine des loisirs et du divertissement, de la culture et des sports				6,4				0,1
Fourniture de services divers			11,5	18,1			0,2	0,0
Total	15,9	12,1	13,1	14,8	6,5	4,4	6,0	6,7

100. Le problème des activités non marchandes des ménages dans le secteur des services aux particuliers mérite de retenir l'attention. Ce type d'activité comprend la production de certains articles destinés à la consommation des ménages eux-mêmes. Dans les pays où les relations de marché sont bien développées, le volume de ce type d'activité est négligeable, mais en République de Moldova, par exemple, la production et la transformation de produits d'origine végétale et animale atteignent des niveaux tout à fait considérables.

Pour l'activité «agriculture», relèvent du secteur des ménages les productions obtenues:

- Dans les exploitations individuelles auxiliaires des particuliers;
- Dans les exploitations paysannes;
- Dans les jardins et potagers collectifs.

101. Le calcul des volumes de production obtenus dans les exploitations individuelles auxiliaires des particuliers et dans les jardins et potagers collectifs s'effectue à partir de données provenant d'enquêtes par sondage sur les ménages, de recensements généraux annuels effectués par les administrations agricoles en ce qui concerne le cheptel des ménages, et de relevés, d'enquêtes et d'inventaires ponctuels. Le volume de la production végétale et animale en unités physiques est calculé à partir des indicateurs provenant de ces différentes sources d'information.

102. Le volume de la production provenant des exploitations paysannes est calculé en utilisant les indicateurs de la comptabilité statistique annuelle sur les résultats de l'activité de ces exploitations. L'analyse porte sur au moins 10 % du nombre d'exploitations recensées et les résultats moyens obtenus sont appliqués à l'ensemble de la catégorie.

103. Pour chaque catégorie d'exploitation, le volume de la production végétale et animale exprimée en valeur est calculé sur la base du prix de vente moyen, à partir d'une évaluation directe du volume de la production des principaux produits agricoles pour l'année considérée.

104. La production de marchandises dans le secteur «ménage» pour la catégorie «activité de fabrication» est calculée à partir de données provenant d'enquêtes sur le budget des ménages pour les groupes d'articles suivants:

- Vin et produits assimilés;
- Produits laitiers;
- Conserves de fruits et légumes;
- Viande et conserves de viande;
- Huile végétale.

105. Le calcul de la production de marchandises s'effectue selon le schéma:

- Production, exprimée en unités physiques, obtenue par suite de la transformation des produits (en moyenne pour le nombre de familles étudiées);
- Taille moyenne d'une famille;
- Prix unitaire des produits;
- Population annuelle moyenne.

106. On calcule également pour le secteur informel la valeur des maisons individuelles (d'après la comptabilité statistique) et le volume des services de logement dans un logement occupé par son propriétaire, de manière à obtenir le prix commercial du m² et de la surface habitable dont sont propriétaires «à titre personnel» les particuliers.

107. Les résultats des calculs pour le secteur «ménage» pour les différentes branches d'activité économique énumérées ci-dessus sont présentés au tableau 8.

Tableau 8

Type d'activité économique	Valeur ajoutée brute dissimulée, en %							
	De la valeur ajoutée brute pour le type d'activité considérée				Du produit intérieur brut			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Agriculture	49,6	67,0	76,9	75,0	12,8	17,0	18,1	19,0
Activités de fabrication	14,8	22,0	11,3	6,1	2,7	3,2	1,5	0,9
Construction	19,0	14,1	6,6	4,6	1,1	0,5	0,2	0,1
Activités immobilières	15,0	16,2	32,2	75,1	0,0	0,0	1,6	2,0

108. Pour la synthèse des résultats de l'évaluation des éléments relevant de l'économie non recensée, il est fait appel à la méthode encore aujourd'hui la plus efficace – la méthode des flux de produits, qui consiste à examiner le «comportement» des biens et services depuis le stade de la production jusqu'au stade de l'utilisation, en procédant à des comparaisons avec les données du tableau synthétique «ressources et emplois».

109. D'après les résultats des calculs exposés ci-dessus, l'économie non recensée (occulte et informelle) a fourni ces dernières années plus de 30 % du PIB de la République de Moldova.
